

PARTENARIAT
STRATÉGIQUE AVEC LES
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE«Ni un mal
absolu, ni
un bien
absolu»**Le Soir d'Algérie : Sur le plan économique, tout d'abord, quel est l'état des rapports algéro-américains ?**

MCM : Abordons-les, d'abord, en données statistiques. Le tableau des échanges commerciaux, pour 2011, indique que les Etats-Unis d'Amérique sont le premier client de l'Algérie laquelle est le sixième acheteur auprès des Etats-Unis d'Amérique. Ce tableau peut être trompeur. C'est, évidemment, l'énergie qui prédomine dans les échanges entre les deux pays. La problématique de la coopération économique algéro-américaine est, essentiellement, liée à l'énergie. L'Algérie recèle un potentiel important en pétrole, en gaz aussi bien qu'en énergies de substitution, notamment gaz de schiste et énergie solaire. L'Algérie, de plus, jouit d'une situation géo-politique favorable, à proximité immédiate de l'Europe occidentale, grande consommatrice d'énergie. L'Algérie, par ailleurs, en raison d'une politique énergétique audacieuse a su jouer un rôle non négligeable dans les organisations internationales spécialisées. Malgré la nationalisation des hydrocarbures — ou grâce à elle —, l'Algérie, qui a consenti des efforts colossaux pour la mise en valeur de son patrimoine énergétique — pétrole et gaz —, a choisi les Etats-Unis d'Amérique comme un partenaire important, pour ne pas dire stratégique, en matière d'acquisition d'équipements, de prestation de services et de formation de cadres spécialisés.

Pour comprendre, cependant, la nature des attentes américaines pour ce qui concerne l'énergie en Algérie, il faut garder à l'esprit les conclusions du rapport de la commission présidée par Dick Cheney, le vice-président des Etats-Unis d'Amérique, outre les aspects liés aux politiques énergétiques internes des pays pétroliers, le rapport privilégie, expressément, le retour au système des concessions jugé plus avantageux pour les compagnies pétrolières américaines au demeurant, sur les autres considérations stratégiques.

La diversification des sources d'approvisionnement en pétrole, la sécurisation desdits approvisionnements ainsi que la défense des voies d'acheminement — notamment contre les risques d'attaques terroristes — constituent une priorité essentielle pour les Etats-Unis d'Amérique. A ce stade, la connexion contre la politique étrangère des Etats-Unis d'Amérique et leur doctrine de défense apparaît évidente. Pour l'illustration, notons que c'est moins pour neutraliser l'AQMI que pour sécuriser les sites énergétiques sur le continent africain — sujet d'intérêt important — que les Etats-Unis d'Amérique ont procédé à la création d'un commandement militaire américain — Africom — dédié, spécialement, au continent.

Puisque vous privilégiez la coopération énergétique, celle-ci vous semble-t-elle exemplaire entre les deux pays ?

Avant de vous répondre, revenons vers le passé. D'une manière schématique, l'histoire des relations algéro-américaines en matière d'énergie peut être ramenée à quatre périodes essentielles. Première

Coopération économique,



Robert Ford, ex-ambassadeur des USA.

période, celle qui s'ouvre à l'indépendance de l'Algérie et se clôt avec la nationalisation des hydrocarbures en 1971. C'est, pour l'essentiel, une période de prospection où les Etats-Unis d'Amérique s'intéressent au potentiel de l'Algérie en hydrocarbures en se préparant, probablement, à concurrencer la France.

Deuxième période, c'est la période de la présidence Houari Boumediène, marquée par un pragmatisme avéré dans les relations algéro-américaines. Malgré les positions diplomatiques en flèche de l'Algérie, hostiles aux Etats-Unis d'Amérique, les opérateurs de ce pays étaient largement implantés au Sahara dans les secteurs de la construction, des services et des équipements. Citons, pour mémoire, Bechtel, General Electric et Degoglier.

La mise en place de la compagnie pétrolière Sonatrach avait bénéficié des conseils avisés d'experts américains, en particulier Franck Shultz. Il est vrai que les compagnies pétrolières américaines étaient absentes dans l'exploration. Soulignons que les sociétés mixtes algéro-américaines prospéraient, dont Algeo pour le géophysique et Alfor pour le forage. La formation des cadres pétroliers algériens était massivement assurée à Austin, Dallas et Houston.

A l'époque, soulignons-le, le climat n'était guère propice pour des activités nécessitant de lourds investissements. Les relations diplomatiques entre les deux pays étaient gelées et le fâcheux précédent de Chemico, lié au projet GNL1, envenimait le climat bilatéral. Troisième période, débutant sans grand impact, avec la loi promulguée en 1986 à l'initiative de M. Belkacem Nabi, alors ministre de l'Energie et se terminant, en 1991, avec l'adoption de la loi sur le partage de production présentée par le gouvernement de M. Sid Ahmed Ghazali. Dans sa dernière phase, cette troisième période fut prolifique en découvertes importantes. L'Algérie avait retrouvé, vers 1997, le niveau de ses réserves en hydrocarbures de 1971. Quatrième période, celle de la gestion de M. Chakib Khellil qui fut promulguée, en 2005, la loi sur les hydrocarbures tant décriée. Le reproche qui était fait à M. Chakib Khellil lequel affirmait vouloir rationaliser la gestion de Sonatrach et la rendre compétitive, consistait en fait à lui prêter l'intention d'ouvrir la voie aux compagnies pétrolières américaines lesquelles auraient vite fait d'absorber Sonatrach en se substituant à l'initiative souveraine de l'Etat algérien dans un domaine aussi sensible. Quoi qu'il en soit, la loi, après avoir été adoptée à la hussar-

de, fut rapidement abrogée. Depuis, pas une seule compagnie américaine de notoriété ne s'est manifestée pour l'exploration. Des amendements à la loi sur les hydrocarbures ont été, récemment, introduits mais ils ne semblent pas être d'ampleur à pouvoir renverser la vapeur. Il faut garder à l'esprit, par ailleurs, que, depuis 2012, les Etats-Unis d'Amérique sont autosuffisants dans le domaine de l'énergie grâce à l'exploitation et du gaz non conventionnel et du gaz de schiste, domaine où ils sont devenus très performants.

Comment expliquer ce désintérêt américain, du moins en apparence, pour l'investissement dans le domaine des hydrocarbures en Algérie ?

Deux aspects caractérisent la politique américaine dans le domaine de l'énergie. Premièrement, une propension hégémonique au contrôle des réserves pour des considérations stratégiques.

Deuxièmement, une aspiration à disposer, partout, du cadre le plus favorable pour maximiser le profit des compagnies pétrolières américaines. Dans le cas de l'Algérie, des considérations pratiques expliquent que les grandes compagnies américaines soient rebutées par des projets d'investissements en Algérie. Rigidité bureaucratique de l'administration algérienne, la législation nationale contraignante et, plus significativement, l'absence de visibilité stratégique sur l'évolution de cette même législation expliquent, en partie, le désintérêt américain dont vous faites état. Nous l'avons souligné, l'intérêt américain pour le potentiel énergétique algérien existe. Permettez-moi de citer, à cet égard, le témoignage de M. Nazim Zouiouèche, ancien président-directeur général de Sonatrach, qui m'a relaté l'épisode suivant : En 1996, M. Lou Noto, alors P-dg de Mobil, s'était présenté au siège de l'ambassade d'Algérie à Washington à l'effet de rencontrer le premier responsable de Sonatrach. L'interlocuteur américain était venu, rapporte M. Nazim Zouiouèche, avec un gros stylo à la main pensant venir pour signer un accord concernant Hassi Messaoud. Ce n'était pas de l'humour. M. Lou Noto, dès 1991, s'était porté candidat — la compagnie Mobil, naturellement — pour participer à l'exploitation de Hassi Messaoud tel que l'avait envisagé M. Sid Ahmed Ghazali. Cet épisode permet de situer le niveau à partir duquel les grandes compagnies pétrolières américaines s'intéressent à un éventuel investissement au Sahara. Cela explique pourquoi, actuellement, seules de petites compagnies pétrolières indé-

pendantes américaines — Anadarko, Hess, Philips — sont présentes en Algérie. La preuve que ce n'est pas le caractère contraignant de la législation qui justifie l'absence d'opérateurs pétroliers américains dans l'exploration, c'est la situation qui prévalait, pour les sociétés mixtes de services algéro-américaines du temps de M. Belaïd Abdesslam, ministre de l'Energie, lesquelles essaïaient dans le domaine de l'énergie en Algérie malgré la règle observée des 51-49%. Notez, par ailleurs, que les firmes américaines dominent, toujours, le marché algérien dans le domaine des équipements pétroliers. Et pour cause, leurs produits sont sans réelle concurrence.

Pour aller au fond des choses, disons que ce qui indispose le plus les partenaires américains ce sont l'absence de visibilité à échéance stratégique et le manquement aux engagements pris. Pour corroborer cette affirmation, je reproduis la teneur d'une conversation que j'ai eue en 2008 avec M. Robert Ford, alors ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Alger. Evoquant la fameuse loi sur les hydrocarbures, sujet à controverse adoptée au forcing, M. Ford m'avait déclaré, en substance, que «les Etats-Unis d'Amérique ne déniaient pas à l'Algérie le droit de décider, souverainement, de sa politique énergétique. Mais les pouvoirs publics algériens — à plus forte raison lorsqu'il s'agit de la plus haute autorité du pays — ne peuvent s'engager avec des partenaires américains majeurs (il visait les grandes compagnies américaines pétrolières) sur une démarche déterminée, avec ses lois et ses règlements, puis, après un laps de temps insignifiant, se déjuger sans autre forme de procès. Entre-temps, ajouta l'ambassadeur américain, les partenaires américains dont il s'agit ayant établi des projections et préparé des programmes d'investissement appropriés, ne pouvaient comprendre cette volte-face».

Quels sont les autres secteurs d'activités économiques qui suscitent l'intérêt des Etats-Unis d'Amérique ?

Ce sont le secteur financier, des télécommunications, des NTIC, des assurances, de l'aéronautique, des médicaments et, accessoirement, de l'agriculture. Au plan financier, c'est la position de City Bank qui tient lieu de port d'attache. Un éminent financier algérien affirmait, avec quelque humour, que «la City Bank constituait le cœur de la politique américaine en Algérie». La City Bank créée en un temps record — pour contrer, apparemment, l'implantation de Société Générale en Algérie — gère un portefeuille essentiellement pétrolier. Elle est la banque obligée de toutes les compagnies américaines exerçant en Algérie. Sonatrach était, durant une période, avec certains grands groupes publics algériens, domiciliée à City Bank avant de s'en retirer, sur injonction gouvernementale.

Citons, sur ce volet financier, juste pour mémoire, les bons du Trésor américains qui servent de placement pour les recettes pétrolières de l'Algérie.

De nombreux experts considèrent que ce mode de placement est sûr, même s'il n'est pas suffisamment rémunérateur. L'alternative serait d'envisager un mode de placement plus dynamique par l'acquisition de participations pérennes au niveau des grandes sociétés internationales. Ce n'est pas, admettons-le, aux Etats-Unis d'Amérique d'imposer à l'Algérie l'usage à choisir pour ses ressources financières. Il s'agit, au fond, d'arbitrer entre la sécurité ou la rentabilité du placement des réserves en devises.